

LE GOUVERNEMENT FACE À LA CRISE :

ASSURANCE OU INSOUCIANCE ?

Le maintien de Moulay Ould Mohamed Laghdaf comme Premier ministre, après l'élection présidentielle de juillet 2009, a-t-il été judicieux ? Tout le monde avait donné une seule explication à la cooptation, le 31 août 2008, soit 26 jours après le renversement du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, de cet ancien ambassadeur de la Mauritanie auprès de l'Union européenne pour diriger un gouvernement de 22 membres : l'homme disposait de préjugés favorables pour plaider la cause des putschistes de Nouakchott auprès de l'UE ! Il a certes bien joué ce rôle, même si l'on voyait plutôt aux avant-postes de l'épique combat pour l'acceptation du changement anticonstitutionnel, d'autres tel l'ancien ministre des Affaires étrangères Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou.

Page 3



LE GOUVERNEMENT FACE À LA CRISE : ASSURANCE OU INSOUCIANCE ?

Le maintien de Moulay Ould Mohamed Laghdaf comme Premier ministre, après l'élection présidentielle de juillet 2009, a-t-il été judicieux ? Tout le monde avait donné une seule explication à la cooptation, le 31 août 2008, soit 26 jours après le renversement du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, de cet ancien ambassadeur de la Mauritanie auprès de l'Union européenne pour diriger un gouvernement de 22 membres : l'homme disposait de préjugés favorables pour plaider la cause des putschistes de Nouakchott auprès de l'UE ! Il a certes bien joué ce rôle, même si l'on voyait plutôt aux avant-postes de l'épique combat pour l'acceptation du changement anticonstitutionnel, d'autres tel l'ancien ministre des Affaires étrangères Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou.

Pour dénouer les fils d'une crise qui s'installe, il faut aussi savoir s'adapter à tous les contextes. Celui d'aujourd'hui est différent de la donne qui prévalait en août 2008 et même de celle qui a favorisé la reconduction de Moulay Ould Mohamed Laghdaf, fin juin 2009.

Ce qui étonne chez le Premier ministre acheminé depuis Bruxelles, c'est cette assurance qui passe, aux yeux de certains, pour une mauvaise perception des choses.

Face à tous les problèmes qui se posent, l'appréciation du gouvernement manque de lisibilité. C'est quand même peu ordinaire que des étudiants sortent, pour la seconde fois dans la rue, sans que le gouvernement n'apporte une précision à une question qui reste posée. L'interview accordée par Ould Mohamed Laghdaf à des journaux privés mauritaniens n'a apparemment pas produit l'effet escompté, à savoir apaiser les esprits.

A quelques semaines de la réunion de Bruxelles, le Premier ministre fait croire que tout baigne dans l'huile. Pourtant, tout le monde sait que le dossier que les responsables économiques et financiers mauritaniens ont ficelé pour battre le rappel des bailleurs de fonds de notre pays n'est pas aussi solide que celui qui a ouvert les vannes de l'aide lors de la réunion du Groupe consultatif de Paris en 2007.

Concernant la crise avec les médecins spécialistes, l'appréciation de la situation économique et sociale du pays et la recherche d'une ouverture sur l'opposition, c'est à se demander même si le gouvernement n'a pas prédisposé le président de la République à bétonner sa position refusant toute recherche de solution basée sur un brin de dialogue.

L'on semble privilégier la politique du "tout ou rien". Le refus du dialogue, par exemple, qui doit être une "offre" du pouvoir, s'il n'y pas une demande de l'opposition, est un peu la réédition de ce que les

partisans de la "Rectification" (coup d'Etat d'août 2008) appelaient leur "ligne rouge", refusant le retour, il est vrai impossible du président renversé. Ne pas renouer le contact avec le camp adverse, alors qu'on dispose des moyens nécessaires pour le faire, est tout simplement une "réaction" épidermique à la persistance de la Coalition de l'Opposition Démocratique (COD) à remettre sur la table les Accords de Dakar ! La COD se refuse à accepter que le "pacte" qu'elle avait signé sous la pression de la communauté internationale servait en fait à habiller la solution de sortie de crise en compromis garantissant aux uns et aux autres un semblant de dignité et d'amour-propre. La suite doit être envisagée autrement, quand la majorité et l'opposition auront accepté qu'une nouvelle étape soit engagée depuis l'élection présidentielle de juillet 2009, sans vraiment tenir compte de la suspicion qui pèse sur ses résultats. C'est d'autant plus vrai que les deux camps se refusent à reconnaître que la véritable crise est née seulement à partir du 18 juillet 2010 ! Comment l'expliquer autrement quand on sait que la Mauritanie vit déjà les effets d'une crise économique qui ne dit pas son nom ?

Il est vrai que, sur le plan intérieur, le pouvoir cherche à marquer des points par une série d'opérations de charme (goudrons, lotissements, indemnités de transport et de logement) dont on ne sait si elles vont durer ou non, mais tout se ramène à une seule question : comment sortir de la crise ?

Une question dont la réponse n'est assurément pas dans la manière d'agir et de dire du Premier ministre qui semble privilégier l'attitude qui consiste à "laisser le temps au temps". Une sorte de réplique du fameux "le monde comme il va" de Voltaire plus proche du fatalisme que d'une tactique politique pouvant aider à dénouer les fils de la crise. Compter sur un essoufflement de l'opposition interne, sur les actions de débauchage surtout, comme celle qui ont fait revenir dans le giron du pouvoir la député d'Aleg, est un pari risqué qui n'a rien à voir avec celui de Pascal, mathématicien et philosophe du 17^{ème} siècle. La crise est, et il faut bien y faire face. L'aide internationale peut bien être importante mais sans l'effort de bonne gestion interne, on ne voit pas comment la Mauritanie pourrait faire face aux problèmes qui l'assaillent de toutes parts. Contrairement à "l'autre crise", on est bien d'accord que la solution à la crise multiforme actuelle, la solution doit être mauritano-mauritanienne mais il manque le style et la manière pour y arriver. Les vexations, armes de persuasion du nouveau pouvoir, ne peuvent pas assurer à celui-ci la réussite de la réconciliation nationale, après les crises de 2005-2007 et d'août 2008. Elles risquent, au contraire, de durcir les positions et provoquer, si l'on y prend garde, cet enlèvement que tous les Mauritaniens craignent comme la peste. La polémique presque quotidienne entre la Majorité et l'opposition place le pays tout entier dans une situation d'expectative ayant pour horizon le prochain changement de gouvernement. On n'ose dire ou de régime.